

MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT A LA NATION

A l'occasion de la fin d'année 2013 et du Nouvel An 2014.

Yaoundé, le 31 décembre 2013

Mes chers compatriotes,

L'année 2013 aura apporté au Cameroun de réels motifs de satisfaction, ouvrant ainsi la voie à de belles perspectives d'avenir.

Je m'explique.

Les élections, sénatoriales le 14 avril, législatives et municipales le 30 septembre, se sont tenues dans le calme et la transparence. Tous les observateurs l'ont confirmé. Je crois qu'il faut y voir l'expression de la maturité du peuple camerounais qui a compris qu'il faut des institutions stables et des politiques avisées pour réaliser le progrès social. Les quelques dysfonctionnements signalés n'étaient pas de nature à remettre en cause la validité de ces scrutins. Il convient à ce propos de rendre hommage à ELECAM. La crédibilité renforcée des législatives et des municipales a amplement justifié les délais nécessaires à l'introduction de la biométrie dans notre dispositif électoral.

Je pense donc que nous avons toutes les raisons de nous montrer satisfaits de cette nouvelle avancée de notre processus démocratique. L'accroissement notable du nombre de femmes au Parlement et dans les conseils municipaux est aussi un signe de progrès.

Quoi qu'il en soit, après la mise en place du Sénat et des collectivités territoriales décentralisées, la création dans un délai raisonnable du Conseil Constitutionnel va parachever l'édifice institutionnel prévu par notre Loi fondamentale.

Notre horizon politique est désormais bien dégagé. L'heure est aujourd'hui aux débats sérieux et objectifs sur les problèmes qui tiennent les Camerounais à cœur. Ces problèmes sont, vous le savez : le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de vie. En d'autres termes, il s'agit de ce que nos populations sont en droit d'attendre d'une économie prospère et équitable, d'une société juste et solidaire.

Bien entendu, pour nous, cela n'est pas une révélation. Au cours des dernières décennies, nous n'avons ménagé aucun effort pour améliorer le quotidien des Camerounais. Nous l'avons fait, en dépit d'un contexte politique parfois tendu, de la crise économique et des menaces à la paix. Des progrès sensibles – peut-être encore inégalement répartis – ont été enregistrés.

Je ne prendrai que deux exemples : la santé et nos grands projets.

Devant la recrudescence du paludisme, et de sa forme la plus grave qui touche les jeunes enfants, nous avons négocié l'assistance de divers partenaires internationaux. Grâce à leur aide, nous pourrions rendre gratuit le traitement de cette pandémie chez les enfants de moins de 5 ans. Par ailleurs, je suis heureux de pouvoir annoncer que la carte sanitaire de notre pays va prochainement s'enrichir de l'ouverture de trois hôpitaux de référence : le Centre National des Urgences de Yaoundé, l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala et l'Hôpital de Référence de Sangmélina.

En ce qui concerne nos grands projets, ceux de première génération sont, comme vous le savez, en cours d'exécution ou en phase de démarrage.

Pour ce qui est des projets de seconde génération dont l'exécution est prévue à partir de 2015, les études et la recherche de financements font actuellement l'objet de négociations. Il s'agit notamment d'infrastructures de production d'énergie, de transport, d'approvisionnement en eau, de routes et d'autoroutes, ainsi que d'équipements industriels et miniers.

Comme on peut le constater, notre économie reprend des couleurs et une sorte de consensus national est perceptible sur l'objectif de l'émergence. Je crois que nous devons mobiliser toutes nos énergies au service de cette cause et jeter toutes nos forces dans le combat pour la croissance. Il semble en effet que nos efforts, aussi louables soient-ils, ne suffiront pas, à leur rythme actuel, pour que le Cameroun devienne un pays émergent en 2035.

Cet avertissement amical nous a été adressé par les institutions financières internationales. Il est de notre intérêt d'en tenir compte. En 2013, notre taux de croissance est de 4,8 %, donc en deçà de nos prévisions qui étaient de 6,1 %. Il n'y a certes là rien de dramatique mais il est clair que nous devons redoubler d'efforts.

Notre croissance est actuellement soutenue par la bonne tenue des recettes pétrolières et les crédits publics. L'investissement privé demeure quant à lui insuffisant. Nous devons encore améliorer le climat des affaires. Cela ne nous dispense pas, évidemment, de poursuivre les réformes structurelles en cours et de continuer à renforcer la discipline budgétaire.

Nous avons encore sans aucun doute des marges de progression pour améliorer l'efficacité de notre politique économique. Nous disposons d'une stratégie pour la croissance et l'emploi qui indique la voie à suivre pour atteindre nos objectifs. Mais d'où vient-il donc que l'action de l'Etat, dans certains secteurs de notre économie, paraisse parfois manquer de cohérence et de lisibilité ? Pourquoi, dans bien des cas, les délais de prise de décision constituent-ils encore des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des projets ? Comment expliquer qu'aucune région de notre territoire ne puisse afficher un taux d'exécution du budget d'investissement public supérieur à 50 % ? Enfin, il est permis de s'interroger sur l'utilité de certaines commissions de suivi de projets, qui ne débouchent sur aucune décision.

Ce dont nous avons besoin pour les prochaines années, c'est d'un véritable plan d'urgence. Avec le DSCE, nous avons le tableau de bord. Il nous faut maintenant agir.

Nos priorités à court terme sont connues, à savoir : redresser la courbe de notre croissance en créant des emplois et maintenir un niveau élevé de performances sur plusieurs années d'affilée. Nous devons pour cela fixer, à partir des feuilles de route, des échéances à respecter absolument.

Sans doute faudra-t-il impérativement s'attaquer aux causes de nos insuffisances en supprimant les points de blocage, les zones de dispersion et les doublons.

Serions-nous incapables de faire ce que d'autres pays comparables au nôtre ont fait ou sont en train de faire ? Je ne le crois pas. Nous avons des hommes, des femmes et des jeunes talentueux, ingénieurs, bien formés et entreprenants, capables de relever ces défis. Nous avons des ressources naturelles, abondantes et variées. Nous avons des institutions, modernes et démocratiques. Notre pays connaît la paix et la stabilité. Alors que nous manque-t-il ?

Je crois que nous avons des progrès à faire sur deux points importants : la primauté de l'intérêt général et la coordination de nos efforts.

Bien qu'attachés à nos communautés d'origine – ce qui ne nous empêche pas d'être de fervents patriotes lorsque l'honneur national est en jeu – nous sommes un peuple d'individualistes, plus préoccupés de réussite personnelle que d'intérêt général. Notre Administration reste perméable à l'intérêt particulier. Ce dernier est le plus souvent incompatible avec l'intérêt de la communauté nationale. Dans un Etat moderne, cette dérive ne doit pas être tolérée.

La plupart de nos grands projets mettent en jeu, à un stade ou à un autre de leur mise en œuvre, les compétences de divers services. Je ne suis pas sûr que

l'indispensable coordination entre ceux-ci ait toujours lieu. Il nous faudra sans aucun doute améliorer les choses de ce point de vue.

Mes chers compatriotes,

Je voudrais maintenant appeler votre attention sur un problème qui, au cours des derniers mois, a pris une dimension préoccupante. Celui de notre sécurité.

Il y a peu encore, nous devons faire face, en quelque sorte, à une insécurité « classique ». En simplifiant, on pourrait dire que dans les zones urbaines, nous devons lutter contre le petit et le grand banditisme et dans les zones rurales éloignées, contre les « coupeurs de route ».

Depuis quelques temps, une autre forme de criminalité, la criminalité transfrontalière, s'est développée de façon inquiétante, en particulier au nord et à l'est de notre pays.

Elle s'explique par la présence à proximité de nos frontières de bandes armées, motivées par des idéologies extrémistes et par l'appât du gain. Elles n'hésitent pas à s'introduire sur notre territoire pour y commettre leurs forfaits. Le phénomène n'est pas absolument nouveau. Cependant, il a connu récemment une nette recrudescence, comme l'a montré, il y a peu, une attaque dans l'arrondissement de Kette à l'est de notre territoire national. Nous avons déployé des unités d'élite dans la zone pour faire échec à ces intrusions.

Depuis quelques mois, à l'Extrême-Nord, ces hors-la-loi se livrent à des enlèvements, notamment d'étrangers, dans le but d'obtenir des rançons. Nous avons tous encore à l'esprit la capture d'une famille française, les MOULIN-FOURNIER. Nous avons réussi à obtenir leur libération grâce à la coopération avec les autorités du Nigeria et les services français. Plus récemment encore, c'est un prêtre français qui a été emmené de force au Nigeria. Je condamne avec la plus grande fermeté ces actes inqualifiables qui visent des personnes sans défense, y compris des enfants, dans le but d'en tirer profit.

Il va de soi que nous faisons tout ce qui est possible pour prévenir et contrer de tels agissements, et nous continuerons à le faire.

C'est le lieu pour moi de féliciter les unités d'élite qui veillent à la sécurité dans ces zones et de demander à la population locale de leur accorder toute la collaboration nécessaire.

Le terrorisme sévit également sur l'Océan depuis un certain temps. Ses motivations sont principalement financières. Mais les méthodes sont les mêmes. Il s'agit

d'arraisonner des navires pour en piller le contenu et d'enlever les équipages pour réclamer une rançon. Le Cameroun en a fait l'expérience dans son espace maritime.

Le phénomène s'est étendu à l'ensemble du golfe de Guinée au point de compromettre le commerce maritime des pays situés dans cette zone. Une première réponse a été apportée lors du sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, tenu à Yaoundé les 25 et 26 juin dernier.

On le voit, que ce soit sur terre ou en mer, la sécurité, qui est en premier lieu une affaire nationale, a aussi une dimension collective, pour ne pas dire internationale. Elle ne doit pas être sous-estimée. Là où elle n'est pas garantie, l'anarchie s'installe, les excès se multiplient, le progrès économique et social s'interrompt. Les exemples de cette dégradation de la société ne manquent pas, malheureusement sur notre continent et même dans notre environnement extérieur le plus proche.

Bien sûr, les zones concernées de notre territoire restent très marginales. Mais nous restons sur nos gardes. Nos forces de sécurité présentes sur le terrain peuvent intervenir à tout moment. C'est l'occasion pour moi de dire que chacun d'entre nous doit être conscient de l'avantage qu'il y a de vivre dans un pays stable où les institutions fonctionnent normalement, où la sécurité des hommes et des biens est assurée et où tout citoyen peut nourrir l'espoir d'une vie meilleure.

La situation actuelle en RCA permet de voir où peuvent mener l'instabilité et le désordre. Massacres, pillages, déplacements de populations, sont devenus le quotidien de ce pays frère et ami. C'était le devoir, et c'est l'honneur, des soldats camerounais, de participer aux opérations de la force internationale qui visent à restaurer la sécurité et à protéger les populations chez notre voisin immédiat.

Mes chers compatriotes,

Nous sommes en quelque sorte à la croisée des chemins. La croissance est à notre portée, notre budget est viable, notre dette publique soutenable, bref notre situation économique et financière autorise tous les espoirs de prospérité.

- Ou nous empruntons le chemin de la facilité, en reportant à plus tard les réformes. Et alors, dans 10 ou 20 ans, nous aurons accumulé un retard tel que nous pourrions difficilement satisfaire les besoins de notre population.
- Ou nous nous fixons des objectifs élevés, en nous imposant une discipline collective rigoureuse. Et nous serons résolument sur le chemin de l'émergence.

C'est ce dernier choix que je vous suggère. Celui de l'effort et du courage.

Au moment où les signes concrets de nos avancées démocratiques, économiques et sociales se multiplient, je vous invite à un nouveau sursaut patriotique. J'ai la conviction que nous pouvons faire mieux encore.

Je ne vous demande ni sueur, ni sang, ni larmes, mais seulement de vous engager sans réserve dans cette nouvelle phase de notre grand dessein national.

A l'aube de cette année nouvelle, je voudrais, en votre nom à tous, m'adresser à nos Lions Indomptables.

Chers Lions Indomptables, vous vous êtes qualifiés pour la phase finale de la Coupe du Monde de Football 2014 au Brésil. Nous vous souhaitons de suivre les pas de vos illustres devanciers des campagnes glorieuses d'Espagne en 1982 et d'Italie en 1990. Faites-nous vibrer encore. Le peuple camerounais est avec vous.

Pour terminer, je suis heureux de vous annoncer la libération du Père Georges Vandenbeusch.

Grâce à l'action de nos services, épaulés par les autorités nigérianes et françaises, ce religieux, dévoué à sa mission, a retrouvé aujourd'hui la liberté.

Et maintenant, chers compatriotes, qu'il me soit permis de vous présenter, à toutes et à tous, mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur pour la Nouvelle Année.

Bonne et heureuse Année 2014 !